

DUT CARRIÈRES SOCIALES,
Option Animation sociale et socioculturelle

Poursuites d'études et insertion professionnelle

SOMMAIRE

Plan

Introduction

Que deviennent les étudiants du DUT Carrières sociales ?
Les poursuites d'études ? L'insertion professionnelle ?

1 - Vers quelles poursuites d'études ?

- Les licences générales
- Les licences professionnelles
- Les masters
- Les diplômes d'université (DU)
- Autres formations /autres organismes : AFPA, IRTS, Jeunesse et Sports (DESJEPS)...., les écoles de « l'humanitaire »
- Les concours (3 fonctions publiques)

2 - Les métiers

- **Les métiers de l'aide et du conseil** : assistant social, conseiller en économie sociale et familial, médiateur, médiateur familial, technicien de l'intervention sociale et familiale...
- **Les métiers de l'animation et de l'éducation** : animateur socio-culturel, conseiller d'insertion et de probation, éducateur de jeunes enfants, éducateur de la PJJ, éducateur spécialisé, éducateur technique spécialisé, conseiller principal d'éducation
...
- **Les métiers du développement local** : agent de développement local, chef de projet territorial, conseiller en insertion locale et professionnelle, développeur économique,
- **Les métiers de l'humanitaire**
Zoom sur le Service volontaire européen
- **Les métiers du « grand âge »**

3 - Webographie

4 - Bibliographie

Introduction

D'après l'enquête nationale sur le devenir des diplômés de DUT (novembre 2016), 70 % des diplômés du DUT Carrières sociales poursuivent leurs études.

Voici les trajectoires privilégiées par les étudiants du DUT Carrières sociales :

- 28 % une année d'études supplémentaires (LP, L3, diplômes d'état)
- 11 % deux années d'études supplémentaires (LP, L3, /M1...)
- 30 % trois années d'études supplémentaires (L3, Master...)
- 18 % sont en insertion immédiate et durable

Les enquêtes de l'OSIPE à Rennes 1 :

- 14 enquêtés sur 35 ont mis un terme à leurs études après l'obtention du DUT (soit 40%).

Au 1er décembre 2013, 12 d'entre eux sont en emploi et 2 sont en recherche d'emploi. Parmi les 11 enquêtés en emploi (1 non-réponse), 10 ont obtenu leur premier emploi en moins de trois mois.

- 21 enquêtés sur 35 ont poursuivi leurs études après l'obtention du DUT Carrières sociales (soit 60%). 15 ont poursuivi leurs études directement après le DUT, 4 ont repris leurs études après un an d'interruption et 2 ont repris leurs études après deux années d'interruption.

http://partages.univ-rennes1.fr/files/partages/Services/SOIE/web/OSIPE/DUT_enquetes_2011/Enquetes/Carrieres_sociales.pdf

Selon la dernière enquête du CEREQ, le diplôme reste la meilleure parade contre la crise. Les jeunes diplômés s'en sortent beaucoup mieux. Et cela d'autant plus si le diplôme est élevé : 88% des bac+ 5 occupent un emploi, 3 ans après leur sortie de formation. (Enquête « génération 2007 » du CEREQ - Centre d'études et de recherche sur les qualifications)

1- Poursuites d'études

1-1- Les licences générales

Quelques licences concernent le travail social comme la licence action sociale ou sciences sanitaires et sociales. Aussi, on trouve des parcours dédiés au social dans différentes mentions de licences : AES, économie gestion, sociologie, psychologie, géographie, droit... Un choix à penser en fonction du master visé.

Quelles licences peut-on faire après le DUT ? **L'étudiant ayant un DUT n'a pas accès de plein droit à une licence. C'est une commission qui décide sauf pour Sciences de l'Éducation.**

Certaines licences générales peuvent se faire à distance : consulter le portail de la formation à distance : <http://www.formasup.education.fr/catalogue/recherche> et celui de la Fédération Interuniversitaire de l'Enseignement à Distance (FIED) : <http://www.telesup.univ-mrs.fr/>

Pour connaître les dates d'inscription à Rennes 2, consulter le site de Rennes 2 : <http://www.univ-rennes2.fr/devu/inscription-universite-presentation-par-discipline>

Les rentrées ont lieu début septembre.

❖ 4 exemples de licence accessibles après un DUT **Carrières sociales**

1. **Licence AES, parcours Economie sociale et solidaire St Etienne**

Cours de démographie sociale et d'économie de la santé dans le parcours
Cours de droit, économie, sociologie, histoire, science politique
Poursuite d'études : master Conseil en développement territorial, Management des organisations de santé.

<https://www.univ-st-etienne.fr/fr/formation/licence-XA/droit-economie-gestion-DEG/licence-administration-economique-et-sociale-aes-program-licence-administration-economique-et-sociale-aes.html>

2. **Licence Sciences de l'éducation, parcours Insertion et intervention sur les territoires, Créteil**

Cours concepts et méthode en éducation, champs professionnels, personnes en situation de difficulté, citoyenneté et territoire, animation et techniques de groupe, relations interculturelles, évaluation des dispositifs.

Insertion professionnelle immédiate : Agent d'accueil en mission locale, animateur local d'insertion, Chef de service du secteur social et médico-social

http://www.univ-paris13.fr/formationsUP13/elements/pdf/Licence_sciences_de_l-educ_-_52.pdf

3. **Licence Sciences sanitaires et sociales, parcours Développement social et santé publique en L3, Université de Reims**

Programme : santé publique sociologie, anthropologie, psychosociologie, économie, droit du social, structures sanitaires et sociales, démographie, exclusion et inégalités, gestion...

Stage de 3 semaines en 1^{ère} année.

http://formations.univ-reims.fr/cdm/fr/pdf/FRUAI0511296GPRPRDI3LD50_fr/Licence%20-%20Sciences%20Sanitaires%20et%20Sociales

4. Licence de Sociologie, parcours Sociologie et développement local, Metz

Sociologie urbaine, de la culture, de la famille, du travail de l'éducation, de la médecine, des migrations, de l'industrie culturelle, sociologie des populations immigrées
Poursuites d'études master Expertise et interventions sociales, master Ingénierie des politiques publiques

<http://dea.univ-lorraine.fr/formation/plaquette-AES-pour-site.pdf>

❖ Exemples d'universités « Grand Ouest »

Licence d'administration publique - Rennes 1

Pour préparer les concours de catégorie A des 3 fonctions publiques et du secteur parapublic.

<https://formations.univ-rennes1.fr/formation/licence-administration-publique?studentstatus=112>

Licence Science Politique - Rennes 1

Cette licence permet aux étudiants d'acquérir une compréhension des fondements, des modes de fonctionnement, des acteurs et des modes d'action existant dans les différents systèmes politiques, et de disposer à la fois d'un socle de connaissances fondamentales en science politique et d'une solide culture générale.

<https://formations.univ-rennes1.fr/formation/licence-science-politique?studentstatus=112>

<https://www.univ-rennes2.fr/formation>

Licence AES - Université de Rennes 2

Option Ressources humaines, gestion des handicaps : médiateurs entre les personnes handicapées et leur environnement ordinaire de vie et de travail bénéficiant de capacités professionnelles, de diagnostic de situations de handicap et d'intégration, de mobilisation de moyens de la participation à la vie ordinaire de personnes handicapées, de suivi et d'accompagnement des personnes handicapées.

Option Ressources humaines, travail et emploi : conseiller à l'emploi, conseiller en insertion professionnelle, assistant RH, conseiller recrutement, conseiller en ETT (entreprise de travail temporaire), consultant GRH.

<http://www.univ-rennes2.fr/suio-ip/licences>

Licence de Sociologie - Université de Rennes 2

Elle apporte les connaissances fondamentales nécessaires à la mise en oeuvre d'une analyse proprement sociologique d'un ensemble de questions sociales. L'apprentissage repose en particulier sur la lecture des principaux auteurs de la discipline ; la découverte de différents courants de pensée et bien sûr l'acquisition d'une posture sociologique.

Possibilité de préparer à distance : <https://cursus.univ-rennes2.fr/course/index.php?categoryid=724>

Débouchés : Professeur des écoles (3), Officier militaire (Lieutenant) (2), Assistant d'éducation (1), Pompier militaire (1), Enseignante Spécialisée Jeunes Sourds (1) Chef de section (Armée de Terre) (1), Directeur du conseil de Développement (1), Chargé Production (1), Responsable projet (1), Assistant de relations publiques (1) ...

L'entrée en L2 est envisageable sans difficulté. Equivalences qui relèvent de la décision de la commission de validation.

Licence Information-Communication - Université de Rennes 2

Elle forme des praticiens dotés d'une culture et d'une logique communicationnelle, ayant une connaissance approfondie des enjeux de la société de l'information et maîtrisant les implications économiques, socio-politiques et culturelles qui sont liées à l'essor contemporain des médias, des technologies de l'information et de la communication ainsi que de la numérisation.

Licence Sciences de l'éducation - Université de Rennes 2

La licence de Sciences de l'éducation ne donne pas directement accès à un métier, mais le titre acquis peut être utile, voire indispensable pour accéder à certains emplois ou obtenir une promotion. Elle permet de présenter des concours de la fonction publique et les concours de l'enseignement, avec un master (professeur des écoles, conseiller principal d'éducation...).

La licence de Sciences de l'éducation permet une spécialisation progressive à travers trois parcours dans la limite des places disponibles :

Éducation et Enseignement (EE) : ce parcours se centre sur l'enseignement formel (histoire, fonctionnement et problématiques actuelles du système éducatif). Appliqué au champ de l'École, il offre un ensemble d'enseignements permettant une compréhension croissante des enjeux, des acteurs et des pratiques professionnelles de ce champ.

Action Éducative et Formation (AEF) : ce parcours, centré sur l'Éducation hors école et la Formation (histoire, organisation, enjeux, etc.), est à privilégier pour les étudiants se dirigeant vers les métiers de l'action éducative et de la Formation professionnelle. À travers une démarche progressive, ce parcours offre une connaissance approfondie des champs concernés, ainsi que des questions vives qui les traversent.

Usages Socio-éducatifs des TIC (USETIC) : ce parcours est à privilégier pour les étudiants se dirigeant vers les métiers de l'action éducative, culturelle ou sociale par le numérique. Ils auront pour mission de faciliter l'accès et l'usage du numérique à tout type de publics (enfants, jeunes, adultes, personnes en situation de handicap, chômeurs, seniors, etc.) dans des situations différenciées (loisirs, formation, éducation, santé, culture, etc.).

N.B. Une passerelle existe entre le DUT Carrières Sociales et cette licence. Les étudiants peuvent depuis septembre 2018 intégrer la L2 (sur dossier) et non plus la L3.

Licence Psychologie - Université de Rennes 2

Cette formation a pour but de faire acquérir aux étudiants un savoir-faire général, ainsi qu'une solide connaissance de la discipline. Les connaissances visées durant la formation relèvent des principaux courants thématiques et épistémologiques de la psychologie ; ils spécifient également la place de la discipline dans l'histoire et dans l'actualité théorique et professionnelle de ses différents courants.

Possibilité de préparer à distance : <https://cursus.univ-rennes2.fr/course/index.php?categoryid=180>

Débouchés : Professeur des écoles (5), Conseiller tuteur en insertion en Lycée professionnel (1), Neuropsychologue (2), animateur en jardin d'enfants (1), Psychologue scolaire (2), Aide préparateur Pharmacie (1), Psychologue (1), Consultant Ressources Humaines (1), Aide éducateur Jeunes Enfants (1), Assistant d'exploitation (1) ...

Toutes demandes d'inscription en licence 2 ou 3 devra être formulée via l'application " e-candidat " sur le site de l'université: www.univ-rennes2.fr, à compter de début mars. Elle sera ensuite examinée par la commission pédagogique de psychologie qui, au vu du dossier proposera une année d'inscription.

Pouvoir intégrer la licence de psychologie directement en L2 ou L3 est une décision prise par la commission pédagogique après examen d'un dossier de validation des acquis. Les étudiants peuvent consulter les informations via le lien suivant :

<https://www.univ-rennes2.fr/formation/validation-acquis-personnels-professionnels-vapp>

Ils y trouveront les contacts pour constituer leur dossier.

Il est extrêmement rare de pouvoir intégrer la licence de psychologie directement en L3.

Une fois autorisés à s'inscrire en L2 (voire en L3), il leur sera ensuite possible de demander une dispense de certains enseignements s'ils le souhaitent :

[https://intranet.univ-](https://intranet.univ-rennes2.fr/system/files/UHB/DEVU/Imprimes/dispense_denseignement_18-19.pdf)

[rennes2.fr/system/files/UHB/DEVU/Imprimes/dispense_denseignement_18-19.pdf](https://intranet.univ-rennes2.fr/system/files/UHB/DEVU/Imprimes/dispense_denseignement_18-19.pdf)

Licence Géographie et aménagement - Université de Rennes 2

L'option aménagement de cette licence permet de préparer aux métiers de l'aménagement rural et urbain comme à ceux du développement socio-économique régional et local en Europe, mais aussi dans les pays du sud.

Cette formation est orientée vers les analyses territoriales, le développement local, l'aménagement rural et urbain, les observatoires locaux, les nouvelles technologies liées à l'aménagement et à la gestion des territoires...

Licence STAPS, mention APAS (activités physiques adaptées et santé) - Université de Rennes 2

Les formations en APA-S ont pour finalité de rendre les étudiants capables d'exercer des responsabilités de conception et d'intervention en activités physiques adaptées et de santé pour des personnes en situation particulière : handicap mental, handicap moteur, réadaptation sociale, intégration, organisation de loisirs sportifs pour retraités, conscience du corps et prévention des chutes pour les personnes en EHPA.

Pour l'accès, il faut pouvoir justifier d'une polyvalence de pratiques sportives. Accès via une commission.

Licence Action sociale - Université de Bretagne Sud

L'objectif de cette licence est de donner une double compétence : d'une part en sociologie et psychologie, d'autre part en gestion et management.

Spécialisation proposée : Action Sociale et Management

<http://www.univ-ubs.fr/fr/formation-initiale-continue/formations-2017-2018/licence-DC/sciences-humaines-et-sociales-SHS/licence-action-sociale-et-de-sante-program-3las20-217-3las21.html>

Licence Sciences Sanitaires et Sociales - Université de Brest

http://formations.univ-brest.fr/fr/index/sciences-technologies-sante-STS/licence-XA/licence-sciences-sanitaires-et-sociales-program-fr_rne_0290346u_prog6058/parcours-sante-publique-et-societe-subprogram-parcours-sante-publique-et-societe.html

Les connaissances abordées au cours de cette année de formation sont :

- Connaissance du fonctionnement du système de santé.
- Connaissance des implications sociologiques de la maladie et de ses déterminants sociaux
- Compréhension des mécanismes des programmes de santé communautaire.
- Connaissance des outils d'évaluation des actions de prévention et d'éducation dans le champ de la santé.
- Connaissance des outils d'évaluation des pratiques professionnelles.

Licence Ingénierie des services, parcours Métiers de l'animation sociale - Université d'Angers

<http://www.univ-angers.fr/fr/formation/offre-de-formation/licence-lmd-LILMD/sciences-humaines-et-sociales-03/licence-sciences-sociales-program-licence-sciences-sociales/parcours-animation-sociale-educative-culturelle-et-de-loisirs-subprogram-parcours-animation-sociale-educative-culturelle-et-de-loisirs.html>

Le SOIE s'est limité au Grand Ouest mais il existe bien sûr d'autres licences dans d'autres universités.

1- 2 - Les licences professionnelles

Les licences professionnelles sont accessibles à Bac+2. C'est une formation en 1 an conçue en étroite collaboration avec les professionnels.

Elle permet de se présenter sur le marché du travail avec un début d'expérience. On compte une bonne soixantaine de Licences professionnelles dans le secteur social.

Elles concernent le développement social et socioculturel, l'intervention par le sport, l'insertion et l'accompagnement social, l'accompagnement des personnes âgées et/ou handicapées, la gestion des entreprises de l'économie sociale et solidaire, la gestion de la protection sociale, l'ingénierie des services de proximité...Quelques-unes portent sur l'animation. Chaque promotion comprend environ une trentaine d'étudiants.

Des licences professionnelles sont proposées en Alternance (contrats de professionnalisation ou contrats d'apprentissage).

L'alternance permet de suivre une formation tout en travaillant. Vos études sont ainsi rémunérées et vous acquerez une expérience professionnelle.

N.B Il est indispensable d'avoir l'entreprise avant le démarrage de la formation dans le cadre d'un contrat en alternance.

Deux contrats d'alternance co-existent : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation.

1- Le contrat d'apprentissage

Il prépare d'abord à un diplôme. Il s'agit d'un contrat de travail qui alterne formation en entreprise et à l'université (CFA : Centre de Formation d'Apprentis). Les apprentis construisent leur parcours de formation en même temps qu'ils acquièrent l'expérience professionnelle indispensable pour décrocher un emploi.

Pour signer ce contrat, il faut avoir **16 ans au moins** et ne pas avoir atteint **26 ans** à la date d'entrée en apprentissage. A l'université, les diplômés vont du DUT au diplôme d'ingénieur en passant par le master. La durée du contrat est en général de 2 ans mais peut varier. Le salaire minimum de l'apprenti varie de 41 à 78 % du SMIC horaire en fonction de l'âge de l'apprenti.

Année	18/20 ans (Salaire brut/mois)	21 ans et plus
1 ^{ère}	606,91 € (41% SMIC)	784,54 € (53% SMIC)
2 ^{ème}	725,33 € (49% SMIC)	902,96 € (61% SMIC)
3 ^{ème}	962,18 € (65% SMIC)	1154,61 € (78% SMIC)

2 - Le contrat de professionnalisation

Ce contrat s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus qui sont sortis du système éducatif et aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus. Son objectif est de vous permettre d'acquérir une qualification professionnelle et de favoriser votre insertion professionnelle.

Les contrats peuvent être établis avec toutes les entreprises sauf l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics. Le contrat peut être un CDD ou un CDI. L'action de professionnalisation doit être comprise entre 6 et 12 mois. La rémunération est comprise entre 55 et 80% du SMIC pour les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus. Quant aux plus de 26 ans ils touchent un salaire qui ne peut être inférieur ni à 85 % du salaire minimum conventionnel, ni à 100 % du SMIC.

	Moins de 21 ans (salaire brut/mois)	21 à 26 ans (salaire brut/mois)
Niveau de qualification < au bac pro (ou équivalent)	824,16 € (55% du SMIC)	1048,93 € (70% du SMIC)
Niveau de qualification = ou > au bac pro (ou équivalent)	974,01 € (65% du SMIC)	1198,78 € (80% du SMIC)

Pour obtenir une liste fiable, vous pouvez utiliser la base de données « DiploData » : vous pouvez sélectionner à l'étape 2 le mode de recherche « Alternance » <http://diplodata.u-bourgogne.fr/>

L'accès en licence professionnelle est sélectif.

Les diplômes demandés : L2 AES, Sciences Economiques, Sociologie, Sciences de l'éducation, Psychologie, Droit, DUT Carrières sociales, BTS Tourisme loisirs, BTS Economie sociale et familiale...

Etude de la qualité des dossiers et entretien avec les candidats.

Arriver avec un projet professionnel clair et prouver que l'on s'est renseigné sur les métiers auxquels prépare cette licence professionnelle.

Une expérience antérieure dans le domaine (stage, travail temporaire...) peut être demandée pour accéder à certaines licences professionnelles. Elle prouve l'intérêt et l'implication dans le travail social.

Autre conseil : soigner sa lettre de motivation

Une activité dans le secteur social (stage, bénévolat, job) peut être exigée.

Une partie des enseignements est dispensée par des professionnels. S'y ajoutent 12 à 15 semaines de stage et 130 /150h de projet tutoré c'est-à-dire un travail réalisé pour le compte d'une association, d'une commune...) co-encadrés par un enseignant et un professionnel. Les étudiants de licence professionnelle sont fréquemment au contact du terrain.

Le stage peut être rémunéré mais cela dépend de la durée. Le montant de la gratification est fixé par convention de branche ou par accord professionnel étendu.

A défaut le montant horaire de cette gratification est fixé à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale soit **436,05 euros nets** mensuels au 1er janvier 2017 (3,75 euros de l'heure). Il s'agit d'un montant minimum. La gratification des étudiants en formation continue ou en formation permanente n'est pas obligatoire mais facultative.

Liste des licences professionnelles

- **Action sociale**

- Intervention sociale, spécialité responsable d'actions gérontologiques - UBO Brest

Cette licence professionnelle a pour objectif de qualifier des spécialistes du vieillissement, capables de piloter un service d'aide à domicile, de construire des plans d'accompagnement, de coordonner les interventions d'une équipe de professionnels et d'en assurer la gestion administrative.

- Management et coordination des services et structures d'aide à la personne âgée Assistance sanitaire et sociale des personnes dépendantes - *Université catholique de l'Ouest (Guingamp)*. Formation à temps plein ou en contrat de professionnalisation

- Métiers de l'animation sociale, socio-éducative et socioculturelle - Université de Montpellier 3

Formation en alternance

Métiers : animateur, administrateur coordinateur de projets ou de développement social et socioculturel, animateur, éducateur, conseiller en insertion intervenant auprès de publics variés (familles, migrants, personnes handicapées, SDF, toxicomanes...)

- Accompagnement et insertion – *Université de Poitiers*

Métiers : accompagnateur social, accompagnateur socio-éducatif, animateur, éducateur, conseiller en insertion intervenant auprès de publics variés (familles, migrants, personnes handicapées, SDF, toxicomanes...)

- Développement social et socioculturel local - *Université Paris 5*

Métiers : agent de développement local, chargé de mission pour le plan local d'insertion, responsable du contrat éducatif local, conseiller auprès des missions locales pour l'emploi

- Métiers de la cohésion sociale - *Université de Valenciennes*

Métiers : Cadres intermédiaires, dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire (associations, mutuelles, fondations, organismes d'insertion) maîtrisant des compétences de gestion, d'animation, d'encadrement, de montage de dossiers et de partenariat, de création, de développement et de gestion de réseaux.

- Intervention sociale spécialité Coordonnateur de services gérontologiques Institut d'Administration des Entreprises (IAE) - *Caen*

Appréhender de manière transversale et pluridisciplinaire les aspects de la gérontologie et des différentes problématiques liées à la prise en charge des personnes âgées en structure d'accueil

- Conseil, emploi, formation, insertion - *Université de Bordeaux 2*

Cette licence propose une formation pour développer la qualification et renforcer la professionnalisation des acteurs de l'emploi, et de la formation, et de l'insertion professionnelle.

- Mention Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques, parcours Coordination, handicap et vieillissement - *Université d'Angers*

La licence professionnelle forme des professionnels capables d'intervenir auprès des publics du vieillissement et du handicap en coordonnant les parcours de prise en charge de leur perte d'autonomie et de gérer la coordination des dispositifs d'accompagnement de ces publics.

- Développement social et médiation par le sport - *Universités Besançon, Nantes, Orléans, Reims- formation par Alternance*

L'objectif principal de cette formation étant de former des professionnels (le)s du développement social et de la médiation par le sport, capables de contribuer à la réussite de cet objectif d'insertion par le sport.

- Gestion de l'habitat social - Université d'Angers

La licence Professionnelle a pour objectif premier la délivrance de connaissances et de compétences pour un premier emploi dans le terrain du logement social.

- Ingénierie de projets de solidarité internationale - Université de Bordeaux 3

Former des chargé.e.s de projets de solidarité internationale et de développement durable œuvrant dans et/ou vers des pays « des Suds ».

- Intervention sociale : accompagnement de publics spécifiques, parcours Gérontologie - Université Pierre Mendès France Grenoble 2

Approfondir les connaissances des intervenants sociaux pour les rendre plus opérationnels dans le secteur gérontologique, de permettre l'acquisition d'éléments de compréhension de la question sociale du vieillissement et des enjeux actuels de l'action gérontologique, de développer une démarche de recherche et une méthodologie de conduite de projet.

▪ **Aménagement**

- Développement local et maîtrise de projets - Université de Nantes

Former des acteurs aptes à conduire ou à soutenir des projets d'aménagement paysager et de développement territorial Acquérir des méthodes de travail et notamment maîtriser les étapes importantes de la conduite d'un projet d'aménagement paysager et de développement territorial

Pré-requis : *DUT Carrières sociales option gestion urbaine (CS GU)*

- Valorisation, animation et médiation des territoires ruraux - Université Bordeaux

Forme des animateurs et médiateurs dans le cadre des relations entre les villes et les campagnes (circuits-courts par exemple).

▪ **Animation**

- Coordination de projet d'animation et de développement social et socioculturel -

<https://iut-rennes.univ-rennes1.fr/formations/licences-professionnelles/coordination-projet-animation-developpement-social> - Université de Rennes 1

Proposée en contrat de professionnalisation

- Métiers de l'animation sociale, socio-éducative et socioculturelle - Université de Montpellier 3

Cette formation a pour objectif d'apporter aux étudiants des outils d'expertise, de conception et de conduite de projets afin qu'ils participent au développement local, social et socioculturel et donc au renforcement de la cohésion sociale.

Cette formation permet d'acquérir les compétences et savoirs fondamentaux afin de pouvoir prétendre à des postes d'administrateur / coordonnateur et concepteur / gestionnaire de projets, c'est-à-dire chargés de projets, dans le champ du développement social-local ou développement culturel.

- **Intervention sociale : médiation par le sport - Développement social des territoires par les pratiques physiques et artistiques - Responsable d'équipe et de projets** – Université de Paris 11

<http://www.u-psud.fr/fr/formations/diplomes/licences/staps/licence-pro-intervention-sociale-mediation-par-le-sport.html>

- **Animation, gestion et organisation des structures d'activités physiques, sportives et de loisirs (nautisme)** – université de Brest

https://formations.univ-brest.fr/fiche/FR_RNE_0290346U_PROG26519/FR_RNE_0290346U_PROG39714/programme

- **Animation sociale et socioculturelle** - Universités de [Besançon](#) et [Paris 13](#)

- **Médiation scientifique et éducation à l'environnement** - Université de Tours

<http://iut.univ-tours.fr/departement-carrieres-sociales/lp-mediation-scientifique-et-education-a-l-environnement-objectifs-389166.kjsp>

- **Conception et distribution spécialisées en jeux et jouets** - Université d'Angers

<http://www.univ-angers.fr/fr/formation/offre-de-formation/licence-professionnelle-LICP/droit-economie-gestion-02/licence-pro-conception-et-distribution-specialisees-en-jeu-et-jouet-program-elppj-8.html>

▪ **Formation**

- **Intervention sociale, spécialité Stratégies et dispositifs individualisés en formation**- Université de Rennes 2

<http://www.univ-rennes2.fr/system/files/UHB/SUIO-IP/INFORMATION-ORIENTATION/Offreformation/suiolPMFII2014.pdf>

- **Usages socio-éducatifs des technologies de l'information et de la communication** - Université de Rennes 2

<http://www.univ-rennes2.fr/system/files/UHB/SUIO-IP/INFORMATION-ORIENTATION/Offreformation/suiolPusetic2014.pdf>

- **Conseil, emploi, formation, insertion** - Université de Bordeaux 2

http://www.u-bordeaux.fr/formation/PRA3EPC_131/licence-professionnelle-intervention-sociale-specialite-emploi-formation-insertion

▪ **Urbanisme**

- **Métiers du développement social urbain** - Université d'Angers

<http://www.univ-angers.fr/fr/formation/offre-de-formation/licence-professionnelle-LICP/droit-economie-gestion-02/licence-pro-metiers-du-developpement-social-urbain-program-clpdsu-8.html>

- **Coordinateur de projet culturel en milieu urbain** - Université de Bordeaux 3

<http://www.iut.u-bordeaux-montaigne.fr/diplomes/licences-pro/coordination-de-projets-de-developpement-social-et-culturel/>

- **Animation et politique de la ville, responsable de structure et de projet** - Université de Paris 11

<http://www.u-psud.fr/fr/formations/diplomes/licences/staps/licence-pro-intervention-sociale-mediation-par-le-sport.html>

- **Management**

- **Gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire**- UBO (IUT de Quimper)
Proposée en contrat de professionnalisation

http://formations.univ-brest.fr/fiche/FR_RNE_0290346U_PROG12955/presentation

- **Domaine du développement social et médiation par le sport**

- **Développement social et médiation par le sport, Spécialité : Médiations socio-éducatives par l'activité physique Paris 10**

<https://www.u-paris10.fr/formation/licence-professionnelle-sciences-technologies-sante-br-mention-activites-sportives-br-specialites-developpement-social-et-mediation-par-le-sport-172121.kjsp>

- **Développement social et médiation par le sport - Reims**

<http://formations.univ-reims.fr/cdm/fr/fiche/description/FRUA10511296GPRME12PP1/PRDI3PP11>

- **Spécialité Développement social et médiation par le sport - Université de Besançon**

http://formations.univ-fcomte.fr/ws?profil=ufc&cmd=getFormation&oid=CDM-PROG5187&onglet=description&redirect=voir_fiche_program

- **Activités sportives SPECIALITE Développement social et médiation par le sport - Orléans**

<http://formation.univ-orleans.fr/fr/formation/offre-de-formation/licence-professionnelle-DP/sciences-et-techniques-des-activites-physiques-et-sportives-STA/l-p-activites-sportives-specialite-developpement-social-et-mediation-par-le-sport-program-stalpds-308-2.html>

- **Domaine du développement social, local, solidarité internationale**

- [Intervention sociale : Développement social et socio-culturel local – Paris Descartes](#)

- [Intervention sociale spécialité coordonnateur \(TRICE\) de développement de projets d'économie sociale et solidaire – Université Jean Monnet St Etienne](#)

- [Métiers du développement social urbain \(MDSU\) – Université d’Angers](#)
- [Métiers de l’animation - Montpellier 3](#)
- [Coordonnateur des projets territoriaux – Université Pierre Mendès France](#)
- [Intervention sociale spécialité Coordination de projet d’animation et de développement social et socioculturel à Rennes 1](#)
- [Médiateur socio-économique – Université de Clermont](#)
- [Chargé.e de projet de solidarité internationale et développement durable – Bordeaux Montaigne](#)
- [Coordinateur de Projet - Bioforce - Lyon](#)

- **Domaine de l’accompagnement**

- [Intervention sociale – insertion et accompagnement » de l’université de Poitiers](#)
Travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés et assistants sociaux). Les types d’emplois occupés par nos diplômés relèvent essentiellement de l’intitulé « chargé d’intervention sociale » (([K1201](#))).
Toutefois, on observe de nouveaux recrutements dans le secteur du conseil à l’emploi ([K1801](#)), notamment au Pôle Emploi.

- **Domaine du handicap**

- [Chef de projet handicap et emploi au CNAM](#)
- [Intervention sociale spécialité coordination, handicap et vieillissement – Angers](#)
- [Intervention sociale: Accompagnement de publics spécifiques, Parcours : Trouble du spectre de l'autisme - Université Paris Descartes](#)

- **Domaine du tourisme**

- [Développement et protection du patrimoine culturel, spécialité Tourisme et marketing territorial du patrimoine - Université Rennes 2](#)
- [Hôtellerie et tourisme, spécialité Conception de produits touristiques et valorisation des territoires- Université de Bretagne Occidentale](#)
- [Hôtellerie et tourisme, spécialité Hébergement et environnement touristiques- Université de Bretagne Occidentale](#)

- **Prévention Santé**

[Gestion et accompagnement de projets pédagogiques – Métiers de la santé : prévention et éducation à la santé - INPES](#)

[Education et prévention - UPEC Paris Créteil](#)

Questions :

Différence entre une licence et une licence professionnelle ?

La licence professionnelle se fait en 1 an, insertion professionnelle immédiate

La licence est construite en 3 ans après le bac mais certaines plus spécialisées permettent d'entrer en L3. La licence générale permet de poursuivre en Master 1 à condition qu'il y ait un lien entre les enseignements du L3 et du M1

Reconnaissance des licences professionnelles ?

D'après une enquête de l'IFOP réalisée en 2008 auprès de 500 responsables du recrutement dans les entreprises, 2 professionnels sur 3 connaissent la LP. Ils constatent en premier lieu que la formation est adaptée aux besoins des entreprises. Ces recruteurs apprécient la maturité professionnelle des diplômés plus importante que celles des BTS/DUT. Autres points positifs : des connaissances techniques pointues, une bonne organisation, de la méthode, ces diplômés savent prendre des initiatives et des responsabilités.

Par contre, la licence professionnelle a parfois du mal à être reconnue à sa juste valeur dans les grilles de rémunération.

Vaut-il mieux faire une LP en alternance ou en formation continue ? La formation continue est réservée aux personnes ayant déjà 1 an d'expérience professionnelle ; les contrats de professionnalisation pour les moins de 26 ans.

Quels inconvénients/avantages à expérimenter le terrain avant d'aller en LP / à intégrer la licence sans réelle expérience ? Le fait d'expérimenter le terrain est un plus pour rentrer dans la formation.

1-3 - Les masters



Une réforme nationale s'applique depuis 2017 à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur qui délivre le diplôme national de master. La loi du 23 décembre 2016 revoit les modalités d'accès en master en affirmant 3 principes.

Le master c'est :

- une formation sur deux ans, sans sélection intermédiaire ;
- un recrutement des étudiants à l'entrée en master (sur dossier ou concours),
- un droit à poursuite d'étude pour tout titulaire du diplôme national de licence.

En savoir plus sur :

<https://www.trouvermonmaster.gouv.fr/>

L'annuaire des formations de Rennes 1 : <https://formations.univ-rennes1.fr/candidater-en-master-vos-questions-nos-reponses>

Le master se prépare en 2 ans, parfois par la voie de l'apprentissage. Certains masters proposent une spécialisation sur les 2 années alors que d'autres ont un choix d'option en M2. L'offre est abondante : développement local, économie sociale, intervention sociale, gestions des établissements sanitaires et sociaux, management des politiques sociales.

Insertion pro : postes de cadre comme chargé de mission, gestionnaire...

A l'entrée du M2 **sélection : dossier, entretien, voire tests**. Un projet professionnel précis, du bénévolat, des jobs dans les associations ou des collectivités territoriales sont appréciés.

- **Action sociale**

- [Master de Sociologie spécialité « métiers de l'ingénierie de l'action sociale et éducative »- Université de Rennes 2](#)

- [Direction des politiques et dispositifs d'insertion, de médiation et de prévention – Université de Rennes 2](#)

- [Master Droit-Economie-Gestion, Mention Droit Public - Droit Privé, Spécialité Droit des Personnes Vulnérables - UBO](#)

- [Master de Sociologie, mention dynamiques et actions sociales territoriales, spécialité Interventions sociales - Université d'Angers](#)

- [Master Management des organisations sanitaires et sociales, spécialité Ingénierie des interventions sociales et de santé – UBS](#)

- [Master santé social spécialité Ingénierie et gestion des interventions sociales- Université de Nantes](#)

- [Master Ressources Humaines spécialité Economie sociale et solidaire : organisation et projets- – Université d'Aix Marseille II](#)

- [M2 Management de la responsabilité sociale de l'entreprise - Université de Paris 12 \(IAE\)](#)

- [Master Economie et Société, spécialité Economie sociale et solidaire \(ingénierie de projets\) - Université de Mulhouse](#)

- **Aménagement- développement local**

- [Master Economie et gestion publiques, spécialité Chargé de développement local – Université Rennes 1](#)
- [Master Sport et sciences sociales : administration, territoires, intégration- Université de Rennes 2](#)
- [Master management des organisations sanitaires et sociales, spécialité Ingénierie des interventions sociales et de santé – UBS](#)
- [Mention Sociologie, spécialité Politique des Environnements Urbains - Université d'Evry](#)
Alternance
- [Master sc. de l'éducation spéc. Cadres de l'aide spécialisée à la personne- Université de Paris 5](#) **Alternance**
- [Pratique de l'intervention sociale – Université de Perpignan](#)

- **Management- Gestion**

- [Master Santé publique, spécialité économie et gestion des établissements sanitaires et sociaux – Université de Rennes 1 \(M2\)](#)
- [Master Administration, Management, Economie des Organisations, Spécialité Direction des Structures Médico-sociales et de Service aux Personnes - UBO](#)
- [Master Actions Sociales et de Santé, Spécialité Direction et Responsabilité de Services : Vieillissements et Handicaps- UBO](#)
- [Master Management des entreprises de l'économie sociale \(Alternance\)](#)
- [Santé - Management stratégique des services et des établissements pour personnes âgées – Paris 1](#)

- **Humanitaire/solidarité internationale**

- [Master Economie et gestion publiques, spécialité Analyse de projets et développement durable – Université de Rennes 1](#)
- [Ingénierie des services urbains en réseaux dans les pays en voie de développement - Université de Rennes 1/ IEP Rennes](#)

- **Education-Formation**

Après la licence Sciences de l'Education, trois spécialités du master mention Sciences de l'éducation sont proposées :

- [Education et formation, parcours Éducation, Apprentissage et Didactique \(EAD\).](#)
- [Stratégie et ingénierie en formation d'adultes \(SIFA\)](#)
- [Technologies pour l'éducation et la formation \(TEF\)](#)

Toutes les licences donnent accès au master MEEF, aucun cursus n'est donc à écarter. Toutefois, selon que l'on souhaite exercer en école primaire ou dans un collège ou un lycée, certains choix peuvent être privilégiés :

Si l'on souhaite devenir professeur des écoles : une licence correspondant à l'une des disciplines enseignées à l'école primaire (**français et mathématiques, mais aussi sciences, histoire-géographie, langue vivante, EPS...**) sera le choix le plus naturel.

Si l'on souhaite devenir professeur de l'enseignement du second degré, au collège ou au lycée : **il est conseillé de choisir une licence adaptée à la filière et à la/aux discipline(s) d'enseignement** auxquelles on se destine. Par exemple, un étudiant aspirant à devenir professeur de français s'inscrira en licence de lettres pour acquérir un socle de connaissances solide dans cette discipline.

Et deux parcours du master mention Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation :

- [Conseiller principal d'éducation \(CPE\)](#)

Au collège ou au lycée, trois grands domaines de compétences sont assignés au conseiller principal d'éducation : le fonctionnement général de l'établissement, la collaboration avec les enseignants et l'animation éducative auprès de tous les élèves.

Les CPE des établissements publics ou privés sous contrat **sont recrutés sur concours national**. Pour concourir, le candidat doit être en M1 de master MEEF (métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) mention encadrement éducatif. Après une année comme stagiaire (année de M2), il doit justifier de l'obtention du master pour être titularisé.

Environ 1 700 € net par mois (+ primes éventuelles) pour un CPE débutant, 3 000 € en fin de carrière.

270 postes en 2018 au concours externe.

<http://www.education.gouv.fr/cid1069/conseiller-principal-d-education.html>

- [Professeur des écoles \(PE\)](#).

Le professeur des écoles exerce dans les écoles maternelles ou élémentaires auprès d'enfants de 2 à 11 ans, de la maternelle au CM2. Il les initie à la lecture, à l'écriture ou encore au calcul, et leur enseigne également les règles de la vie sociale.

Pour devenir professeur des écoles, il faut réussir le CRPE (concours de recrutement de professeurs des écoles) organisé par le ministère de l'Éducation nationale. Ce concours est ouvert aux étudiants inscrits en M1, en M2 ou aux titulaires d'un master 2 (bac + 5). Etant entendu que le stagiaire doit obtenir son M2 complet pour être titularisé. 1 700 € net par mois après 2 ans de carrière, 2 640 € environ en fin de carrière.

Nombre de postes mis au **concours externe 2018 : 10536 dont 180 postes pour l'académie de Rennes.**

<http://www.education.gouv.fr/cid1052/professeur-des-ecoles.html>

- **1-4 - Les DU**

Outre les diplômes nationaux habilités par le ministère, les universités peuvent mettre en place des diplômes sous leur seule responsabilité. Souvent créés pour répondre à une volonté de spécialisation au sein de l'université ou de la Région, ils contribuent à étoffer un cursus professionnel. Les DU se répartissent entre les différents niveaux d'études. La durée d'études est variable et ils sont dits « tout niveau ». Ils sont en grande majorité ouverts voire destinés à la formation continue.

Ces diplômes attestent officiellement d'un niveau de qualification. Attention les coûts de formation sont parfois élevés.

Les DU présentés ici sont accessibles après un bac + 2.

- **Aménagement, développement local**

- [DU environnement et Aménagement durable des territoires et du patrimoine- Université de Nantes](#)

Coût de la formation : 2600 € (prise charge employeur), 1300 € (inscription à titre individuel)

Et d'autres DU en Aménagement durable...

- **Psychologie**

Diplôme universitaire de [Psychologie Enfance, santé, société Bordeaux](#) : Étudiants (titulaires d'une L2 ou équivalent en psychologie, sociologie, ou autre domaine des SHS) avec un projet professionnel en lien avec l'enfance

- **Action sociale**

- [DU mandataire judiciaire à la protection des majeurs - Université de Rennes 1](#)
- [Diplôme des Hautes études des pratiques sociales - UBO](#)
(3 années d'expérience professionnelle confirmée)
- [DU travail social, option éducateur spécialisé ou assistant de service social- Université de Grenoble 2](#), IUT 2 (admission DUT Carr. Soc. + 9 mois de stage, validation : DU + présentation au diplôme d'Etat d'Éducateur spécialisé ou Assistant social)
- [Diplôme d'université - Management des établissements et des services option : personnes âgées](#) – Université de Poitiers
- [DU Les métiers de l'aide spécialisée - Université de Paris 5](#)

- **Humanitaire**

- [DU conception et conduite de projet dans le champ de l'action interculturelle et humanitaire – UCO](#)
- [DU Humanitaire et développement - Université de bordeaux 3](#) - Inforec (10 mois dont 4 à 6 en entreprise)

- **Gérontologie**

- DU de Gérontologie sociale – UBO transformé en Licence professionnelle, voir paragraphe Licence professionnelle
- [DU Gérontologie appliquée - Université de Provence - Institut de gérontologie sociale](#)
- Diplôme de Médiation à l'Institut Catholique de Paris
<http://www.icp.fr/fr/Organismes/IFOMENE/Formations-et-diplomes/Mediation-en-acte>

- **Médiation**

[Diplôme d'Université Médiation](#) - Université d'Auvergne

1- 5 - Autres organismes : autres diplômes

■ AFPA (<https://www.afpa.fr/>)

(Assemblée nationale pour la formation professionnelle des adultes

L'AFPA agit pour développer les compétences nécessaires à l'insertion, au maintien ou à l'évolution des compétences. Beaucoup de formations proposées sont de niv IV (Bac) et V (BEP)

A noter le DUT est une formation de niv III, niv II (Bac+3/4), niv I (Bac+5)

Exemples de formations : Technicien médiation services, Encadrant technique d'insertion

■ ASKORIA (groupe des Instituts régionaux de formation des acteurs sociaux de Bretagne)

<http://www.askoria.eu/>

Les instituts proposent des formations sur 6 champs de compétences et préparent aux diplômes d'Etat du secteur social :

- **Former les professionnels de l'action sociale, de l'éducation et de la prévention.**

Diplôme d'Etat d'Assistant de service social (niv.III)

Diplôme d'Etat de Conseiller en économie sociale et familiale (niv.III)

Diplôme d'Etat d'Educateur spécialisé (niv.III)

Diplôme d'Etat d'Educateur Technique spécialisé (niv.III)

Certificat de qualification aux fonctions de Moniteur d'Atelier (niv. V)

Diplôme d'Etat d'Assistant familial (niv.V)

- **Former les professionnels de la protection des majeurs et des mineurs**

La réforme de la protection juridique de majeurs vient poser l'obligation de formation pour toutes les personnes exerçant ou se destinant à l'exercice des mesures de protection.

- Les formations de « Mandataire Judiciaire à la protection des majeurs » sont de 2 ordres :

1. Acquisition et approfondissement des compétences (300h)

2. préparation des mandataires à l'exercice des mesures d'accompagnement judiciaire

- Certificat National de Compétence « Délégué aux prestations Familiales »

- **Former les professionnels de l'animation sociale et territoriale.**

1. Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) spécialité « Animation sociale» (niv IV) animateur social

Diplôme de référence au niveau bac

2. Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DEJEPS) spécialité « Animation socio-éducative ou culturelle », mention animation sociale (niv. III) Coordinateur de projet d'animation sociale.

Accès : être titulaire d'un diplôme de niv Bac dans le champ de l'animation et du travail social, d'un diplôme de niv bac +2. (VAE)

Contenu : 700H en centre de formation et 700 H en situation de terrain

- Méthodologie de projet (ressources humaines, financières, administratives)

- management d'une équipe

- connaissance des publics fragilisés

- politiques publiques et sociales

- Pédagogie

La formation se déroule en alternance, 1 à 2 semaines par mois en centre de formation.

A noter :

Le DEFA, diplôme État relatif aux fonctions d'animation, reconnu au niveau III (niveau bac + 2), n'existe plus. Il est remplacé par le **DEJEPS et le DESJEPS**.

- **Former les professionnels de l'aide à la personne**
 1. Diplôme d'Etat d'Aide médico-psychologique (niv.V)
 2. Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de vie sociale (niv.V)

- **Former les professionnels de la fonction tutorale**
Attestations

- **Former les professionnels du pilotage et du management de projets et de dispositifs dans le champ de l'intervention sociale.**
 1. CAFDES – Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'Etablissement ou de service d'intervention sociale (Niv I)
 2. REOS – Responsables d'Organismes sociaux (Niv II)
 3. DEIS : Diplôme d'Etat d'Ingénierie sociale (Chef de projet – chargé de mission, niv I)
 4. CAFERUIS – Certificat d'aptitude aux fonctions d'Encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (Cadre intermédiaire, niv. II)
 5. Création [du DESJEPS](#) (Diplôme d'Etat Supérieur de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport) : *formation en cours...*

En plus du DE JEPS et du DES JEPS, Il existe aussi le **DE-DPAD** (diplôme d'état de directeur de projet d'animation et de développement) délivré par le secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports par accéder aux fonctions de directeur (niv bac+3, www.sports.gouv.fr)

Quelles différences entre ces 3 diplômes ?

DE DPAD : vers des postes de direction en lien avec les politiques d'animation et de développement.

DE JPS : vers des postes de coordination, concevoir et monter des projets d'animation

DES JPS : vers des postes de direction, responsables de structures chargés de la gestion humaine et financière.

■ **Ecoles spécialisées dans l'humanitaire**

-[Institut Bioforce développement](#) à Lyon.

Etre titulaire du permis B et du PSC1 (Prévention et secours civique de niveau 1)

6 formations sont proposées :

- Administrateur de la solidarité internationale (bac +4) : 9 mois de cours +1 an de terrain
- Chargé des services généraux option logistique humanitaire : 3 ans après le bac. Equivalence avec une licence universitaire. La seule formation accessible sans expérience

- Logisticien de la solidarité internationale : 9 mois et 1 an de terrain. Un étudiant de DUT Carrières sociales a suivi cette formation (cf. enquête). Bac+4
- Coordinateur de solidarité internationale (bac+5) : 6 mois de cours et 6 mois d'application
- Technicien en eau-sanitation de la solidarité internationale : 4mois de cours et 6 mois de terrain
- Master degree humanitarian program manager. Accès à bac +4 et expérience de 2 ans

- [IRIS France](#)

Partenariat avec Bioforce

Diplôme privé d'études supérieures « Les métiers de l'humanitaire » : de niv bac +5. Destiné à préparer les étudiants aux spécificités de l'humanitaire

-[IFAID Aquitaine](#) (Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement)

Coordonnateur de programme de développement. : Formation en 2 ans de niveau bac+4. Etre titulaire d'un bac+2

- Ecole Supérieure de commerce et de développement ECD3A
<http://www.ecole3a.edu/>

En 4 ans après le bac. Formation de management international

- ISTOM de Cergy Pontoise <http://www.istom.fr/1.cfm?p=581-presentation-istom-ecole-ingenieurs-cergy-environnement-humanitaire-agronome-developpement-paces-licence-bac-cpge-bcpst-medecine>

Formation de cadre en agro développement international (filrière agricole des pays en voie de développement)

Profil scientifique (Bac S. Bac +1 scientifique)

Il existe d'autres organismes...

Formations en art thérapie

Profac : devenir Art-thérapeute certifié par l'Etat : Paris - Arles - Lyon - Grenoble - Toulon

<https://www.artherapie.com/>

AFRATAPEM : Association Française de Recherches et Applications des Techniques Artistiques en Pédagogie et Médecine

<http://art-therapie-tours.net/devenir-art-therapeute/>

Les diplômes universitaires d'Art-thérapie :

<http://art-therapie-tours.net/diplomes-universitaires/>

L'Institut Cassiopée Formation est un organisme de formation professionnelle dédié aux métiers des thérapies du bien-être :

<https://www.cassiopee-formation.com/institut/institut-formation.php>

Les concours de la fonction publique (Etat, hospitalière, territoriale)

Préambule : Cat. A : bac +3;
Cat. B : Bac/bac+2

1 - Fonction publique d'état

Elle regroupe les personnels des services centraux des ministères (situés à Paris), et les personnels des services déconcentrés comme les préfetures, les rectorats, les DDE, les établissements publics d'enseignement...

Quels ministères ? Quels concours ?

- *Ministère de la Justice* : Protection Judiciaire de la Jeunesse **Conseiller d'Insertion et de Probation et Educateur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse** voir rubrique « métiers ».

Les éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse sont recrutés sur concours organisé par le ministère de la Justice.

Il n'y a pas de condition d'âge pour s'inscrire au concours, mais il **faut être titulaire d'un diplôme de niveau bac + 2 (BTS, DUT, L2...)** ou avoir ce niveau reconnu par la validation des acquis de l'expérience (VAE). À noter : le DUT carrières sociales option éducation spécialisée est un atout.

La formation dure 2 ans. Elle s'effectue à l'ENPJJ (École nationale de protection judiciaire de la jeunesse) à Roubaix (59).

- *Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social* : **Inspecteur de l'action sanitaire et sociale (DRASS), éducateur**, Pôle emploi (conseillers), Directions départementales du travail et de l'emploi

- *Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports*

Directions régionales et départementales de la Jeunesse, des sports et des loisirs **Conseiller de la jeunesse et des sports**, catégorie A : Il s'occupe de formation, de conseil, d'expertise, d'expérimentation et de recherche dans un domaine spécifique ou généraliste.

Inspecteur de la jeunesse et des sports, cat. A : Il est en charge du contrôle administratif, technique et pédagogique et participe à la mise en œuvre mais surtout à l'évaluation des politiques publiques

- Ministère de l'éducation nationale : **conseiller principal d'éducation (CPE)** cf. paragraphe 16 sur les masters

<http://www.education.gouv.fr/cid1069/conseiller-principal-d-education.html>

- Ministère de l'éducation : **assistant de service social**

[http://www.education.gouv.fr/cid5476/calendrier-previsionnel-des-recrutements-des-personnels-administratifs-sociaux-et-de-sante-ass.html#Concours de recrutement dans les corps de la filiere sociale et de sante](http://www.education.gouv.fr/cid5476/calendrier-previsionnel-des-recrutements-des-personnels-administratifs-sociaux-et-de-sante-ass.html#Concours%20de%20recrutement%20dans%20les%20corps%20de%20la%20filier%20sociale%20et%20de%20sante)

2 - Fonction publique hospitalière

Elle regroupe les personnels (de santé et techniques) des hôpitaux publics, des maisons de retraites publiques, des services départementaux d'aide sociale à l'enfance, des établissements pour personnes handicapées, centres d'hébergements et de réinsertion

Ex de métiers : **directeur des écoles paramédicales, directeur d'établissement social, animateur, assistant socioéducatif, éducateur....** (dans les établissements hospitaliers, les, DRASS...)

Ex : **Concours d'éducateur spécialisé**

<http://www.sante.gouv.fr/educateur-specialise-des-injs-et-de-l-inja-externe.html>

3 - Fonction publique territoriale

Un outil pour consulter les métiers de la FPT : le répertoire des métiers territoriaux :

<http://www.cnfpt.fr/content/accueil?gl=ZDYxYmM1NTk>

A la suite d'une enquête « Prospective » réalisée par le CNFPT, certaines fiches métiers ont été ajoutées en lien avec l'évolution des métiers dans la FPT.

Par exemple l'**animateur de loisirs** a été repéré comme un métier à fort renouvellement d'effectifs (cadre d'emplois C), le métier de **responsable d'établissement social ou médico-social** comme un métier à forte évolution de compétences et le métier de *travailleur social* comme un métier en tension

Les métiers territoriaux sont organisés en plusieurs familles de métiers, Voici celles qui peuvent être en lien avec votre formation :

▪ Les métiers du développement territorial (7 métiers)

2 exemples :

- **Chef de projet développement territorial**

http://www.cnfpt.fr/node/146/repertoire-metiers/metier/277?mots_cles=&gl=ZDYxYmM1NTk

Catégorie : A

Filière : Administrative, Technique

Cadre d'emplois : **Attachés territoriaux, Ingénieurs territoriaux**

Appellations : Chef de projet de territoire, Chef de projet en développement local, Chargé de mission développement des territoires,,Coordonnateur prévention de la délinquance et sécurité, Chargé de mission cohésion sociale et territoriale, Animateur territorial

- **Agent de développement territorial/charge de développement territorial**

http://www.cnfpt.fr/node/146/repertoire-metiers/metier/275?mots_cles=&gl=ZDYxYmM1NTk

Catégorie : A, B

Filière : Administrative, Animation

Cadre d'emplois : Attachés territoriaux, Rédacteurs territoriaux, Animateurs territoriaux

Appellations : Agent de développement local, Agent de développement social, Chargé du développement des quartiers.

▪ Les métiers de l'urbanisme et de l'aménagement (3 métiers)

- 1 exemple : **Chef de projet Urbanisme et aménagement**
<http://www.cnfpt.fr/node/146/repertoire-metiers/metier/192?gl=ZDYxYmM1NTk>
- Catégorie : A
Filière : Technique, Administrative.
Cadre d'emplois : Ingénieurs territoriaux, Attachés territoriaux.
Autres appellations : Chargé d'opérations d'aménagement, Chargé de mission urbanisme et aménagement, Chargé de mission de renouvellement urbain, Chef de projet urbanisme opérationnel, Coordinateur de projets urbains.

▪ Les métiers du social (12 métiers)

3 exemples :

- **Responsable d'unité territoriale d'action sociale**
http://www.cnfpt.fr/node/146/repertoire-metiers/metier/115?mots_cles=&gl=ZDYxYmM1NTk
- Catégorie : A.
Filières : Administrative, Sociale.
Cadre d'emplois : Attachés territoriaux, Conseillers territoriaux socio-éducatifs.
Autres appellations : Responsable de circonscription d'action sociale, Délégué territorial d'action sociale, Responsable de pôle d'action sociale.
- **Conseiller d'action sociale**
Catégorie : A
Filières : Administrative, Sociale
Cadre d'emplois : Attachés territoriaux, Conseillers territoriaux socio-éducatifs.
Autres appellations : Référent technique d'action sociale, Responsable adjoint d'unité territoriale d'action sociale, Adjoint au responsable de circonscription, Chargé de mission des affaires sociales
- **Travailleur social**
Catégorie B.
Filière sociale.
Cadres d'emplois : assistants territoriaux socio-éducatifs.
Autres appellations : Assistant social, Assistant social polyvalent ou spécialisé (aide sociale à l'enfance, etc.), Assistant social du personnel, Educateur spécialisé, Conseillère en économie sociale et familiale

- Les métiers de l'éducation et de l'animation (11 métiers)

4 exemples :

Coordonnateur - Enfance - Jeunesse - Education

http://www.cnfpt.fr/node/146/repertoire-metiers/metier/163?mots_cles=&gl=ZDYxYmM1NTk

Coordonne les activités des établissements et services petite enfance, enfance, jeunesse, éducation, etc. dans le cadre du projet global de la collectivité, en lien avec les partenaires institutionnels et/ou associatifs

Catégorie : A, B

Filière : Médico-sociale, Sociale, Administrative, Animation

Cadre d'emplois : Puéricultrices cadres territoriaux de santé, Puéricultrices territoriales, Infirmiers territoriaux, Educateurs territoriaux de jeunes enfants, Attachés territoriaux, Rédacteurs territoriaux, animateurs territoriaux, Cadres territoriaux de santé infirmiers, rééducateurs, assistants médico-techniques

Autres appellations : Coordonnateur petite enfance, Coordonnateur temps libre, Coordonnateur jeunesse, Coordonnateur veille éducative, Coordonnateur de réseau rural d'éducation

Animateur de relais d'assistantes maternelles

Anime, en lien avec les partenaires, un lieu d'informations et d'échanges au bénéfice des assistantes maternelles non permanentes et des parents

Catégorie : A, B

Filière : Médico-sociale, Sociale

Cadre d'emplois : Puéricultrices territoriales, Psychologues territoriaux, Educateurs territoriaux de jeunes enfants, Assistants territoriaux socio-éducatifs

Autres appellations : Animateur relais assistantes maternelles/parents

Responsable de centre de loisirs

http://www.cnfpt.fr/node/146/repertoire-metiers/metier/168?mots_cles=&gl=ZDYxYmM1NTk

Construit et propose le projet pédagogique concernant l'accueil de jeunes enfants, d'enfants et de jeunes. Organise et coordonne la mise en place des activités qui en découlent et encadre l'équipe d'animation

Catégorie : B, C

Filière : Animation

Cadre d'emplois : animateurs territoriaux, Adjoints territoriaux d'animation

Autres appellations : Directeur d'équipement de loisirs, Directeur de structures d'accueil d'enfants et de jeunes

Animateur de loisirs

<http://www.cnfpt.fr/node/146/repertoire-metiers/metier/131?gl=ZDYxYmM1NTk>

Accueille un groupe d'enfants, de jeunes. Conçoit, propose et met en œuvre des activités d'animation et de loisirs dans le cadre du projet éducatif du service ou de l'équipement

Catégorie : B, C

Filière : Animation

Cadre d'emplois : animateurs territoriaux, Adjoints territoriaux d'animation

Autres appellations : Animateur socio-éducatif

▪ **Services Culturels (2 métiers)**

Chef de projet culturel

http://www.cnfpt.fr/node/146/repertoire-metiers/metier/187?mots_cles=chef%20de%20projet&gl=ZDYxYmM1NTk

Dans un champ d'action particulier, organise, suit et valorise les manifestations et les équipements. Communique et organise la pratique artistique dans un champ particulier (arts plastiques, audiovisuel, spectacle vivant, cultures urbaines, etc.) ou vers un public spécifique (milieu scolaire)

Catégorie : A, B

Filière : Administrative, Animation

Cadre d'emplois : Attachés territoriaux, Rédacteurs territoriaux, animateurs territoriaux

Autres appellations : Chef de mission culture, Chargé du développement culturel, Conseiller culture, Coordonnateur de projet culturel, Responsable secteur animation ville/vie des quartiers.

Ces concours sont organisés soit par le CNFPT soit par les Centres de Gestion de la FPT (départementaux). Les concours sont regroupés en 7 filières qui correspondent aux cadres d'emploi indiqués ci-dessus :

- 1 - Filière administrative : Attachés (A), rédacteurs (B)
- 2 - Filière culturelle : Attaché de conservation du patrimoine (A)
Assistant de conservation (B)
- 3 - Filière technique : Ingénieur (A), Technicien supérieur (B)
- 4 - Filière sanitaire et sociale : Conseiller socio-éducatif (A),
Assistant socio-éducatif, EJE (B)
- 5 - Filière animation : Attaché spécialité animation (A), animateur (B)
- 6 - Filière sportive : Conseiller des APS (A), Educateur des APS (B)
- 7 - Filière sécurité : Directeur de police municipale (A), lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels (B)

2- Les METIERS

On peut principalement identifier 3 familles de métiers :

- ✓ **Les métiers de l'aide et du conseil**
- ✓ **Les métiers de l'animation et de l'éducation**
- ✓ **Les métiers du développement local**

Pour avoir une description des métiers précise, il faut consulter le ROME (Répertoire opérationnel des métiers et des emplois). Outil développé par le Pôle emploi afin de rapprocher les offres d'emploi des demandes.

<http://www2.pole-emploi.fr/espacecandidat/romeligne/RliIndex.do>

Nous avons retenu plusieurs fiches qui illustrent ces métiers

Fiche Action sociale ; Fiche Accompagnement et médiation ; Fiche accompagnement médico-social

Fiche Intervention socioculturelle

Fiche développement local

1 - Les métiers de l'aide et conseil

Objectif : Chercher des solutions en termes de logement, de santé, de vie familiale....

1-1 Assistant(e) social(e)

Son rôle : aider les personnes démunies à résoudre leurs problèmes, qu'ils concernent le logement, le travail, les violences familiales, la scolarité des enfants ou la santé. Elle les reçoit ou les rencontre à domicile, les informe de leurs droits et les guide dans leurs démarches. 39 000 assistantes de service social (95% de femmes) travaillent dans les conseils généraux, ou se spécialisent pour travailler dans les établissements scolaires, missions locales, les entreprises, les hôpitaux, les prisons, sans oublier les caisses d'allocations familiales et les associations (femmes battues, aide aux migrants...)
DEASS : diplôme d'état d'assistant de service social en 3 ans après le bac.

1-2 Conseiller(e) en économie sociale et familiale

Par ses conseils et ses actions d'information la CESF aide les foyers en difficultés à mieux s'organiser et à refaire surface. Son public : bénéficiaires du RMI, personnes handicapées, gens du voyage, migrants, personnes âgées, femmes isolées... Elle les aide à équilibrer leurs dépenses mais peut aussi organiser des ateliers de cuisine, animer une réunion sur le choix d'un appareil électroménager... Elle collabore avec plusieurs partenaires : élus locaux, travailleurs sociaux, associations... Sur 10000 CESF, 60% dans le privé et 40% dans la fonction publique territoriale.
Sens de l'écoute, capacité à animer des réunions et motiver par les problèmes économiques et sociaux, les aspects techniques et pratiques de la vie quotidienne.
DECESF. Après le BTS ESF mais équivalences avec des diplômes de niv bac+2 comme le DUT Carr. Soc.

1-3 Médiateur familial

Au centre de ses consultations : le divorce ou la séparation. Faire le lien entre deux ou plusieurs personnes d'une même famille en situation de rupture, c'est les amener à trouver un terrain d'entente pour résoudre leurs conflits sur les questions financières ou les désaccords concernant les enfants. Il peut s'agir aussi de querelles d'héritage ou des mesures à prendre pour les personnes âgées. Une série de RDV et d'entretiens pour déboucher sur un accord qui peut être entériné en justice.
Ses employeurs : associations, mairies, conseils généraux, CAF...
DEMF (diplôme de niv 2). La formation dure entre 18 mois et 2 ans, après un bac+2 dans le secteur social, médical, paramédical.
AFPE (Association pour les formations aux professions éducatives et sociales) de Bruz
<http://www.afpe.org/>

1-4 Le technicien de l'intervention sociale et familiale

Diplôme d'Etat de niveau bac (DETISF) certifié par les DRASS
http://www.intercariforef.org/formations/technicien-de-lintervention-sociale-et-familiale-diplome-detat-%28detisf%29/irffe/formation-22_4043_20034.html

1-5 Les métiers d'aide à l'insertion sociale et professionnelle

Missions locales : Directeur de mission locale, Conseiller Pôle emploi, Directeur de structure d'insertion par l'économique
Ex : **Conseiller Pôle emploi**
Missions :

- Définir avec un demandeur d'emploi le profil professionnel et le(s) métier(s) recherché(s) au regard du marché du travail et assurer un suivi personnalisé jusqu'à son accès ou retour à l'emploi
- Conseiller les entreprises en tant que spécialiste en recrutement depuis l'analyse du besoin jusqu'à la sélection des candidats aux profils adaptés; les informer sur les mesures d'aides à l'embauche
- Mobiliser les aides et prestations adaptées aux besoins des demandeurs d'emploi et des entreprises
- Répondre aux questions du demandeur d'emploi sur l'indemnisation, l'orientation et le placement
- Informer sur les droits et obligations des demandeurs d'emploi

Niveau d'étude et expérience : BAC + 2 ou 2 ans d'expérience minimum

Lieu de travail : des postes sont à pourvoir sur toute la France

Type de poste : temps plein / CDD / CDI

Rémunération annuelle brute (sur 14,5 mois) : entre 22,2 et 24,4K€ selon expérience

2 - Les métiers de l'animation et éducation

Inadaptation, handicap et même délinquance, tous sont là pour soulager la détresse et permettre l'autonomie...

2-1 Animateur socioculturel

Contexte :

Etablissements publics, privés ou associatifs : Maisons des jeunes, centres de loisirs ou sociaux, établissements pour personnes handicapées, maisons de retraite, foyers de jeunes travailleurs, hôpitaux, clubs du 3è âge, centres culturels, maisons de quartier, centres aérés

Lieux très variés mais une seule compétence recherchée : un jeune qui a la pêche et le désir d'aller vers les autres. C'est d'ailleurs la richesse des contacts plus que le salaire qui motive les futurs animateurs.

En France, on dénombre, en 2010, **63 000 éducateurs spécialisés, 31 000 moniteurs éducateurs, 42 000 aides médico-psychologiques, 262 000 auxiliaires de vie sociale et 39 000 assistants de service social** (étude Centre Inffo).

Côté recrutement l'avenir semble propice. Contrairement aux animateurs sportifs et culturels, leurs collègues du social bénéficient plus volontiers de contrat à l'année, les personnes en difficultés sociales, physiques ou psychologiques ayant les mêmes besoins de janvier à décembre.

Distinction plus nette entre les animateurs sociaux et les autres depuis l'arrivée de diplômés avec une « mention sociale »

Activités : Ces animateurs coordinateurs de projet travaillent aux diagnostics des problématiques sociales et territoriales. Ils conçoivent des stratégies adaptées aux spécificités des différents publics. Ils évaluent les résultats des projets mis en œuvre

Ils interviennent au croisement des logiques :

- d'émancipation de la personne,
- de la coopération entre les groupes sociaux
- de la solidarité,
- de la justice et de la cohésion sociale

Université de Rennes 1 - SOIE

Valérie Coignard - Mise à jour Marie-France Dauphin

Bibliographie-webographie : Céline ENGUEHARD

Il est sur tous les fronts des loisirs. Il ne s'agit pas de distraire mais de lutter contre l'exclusion sociale en donnant vie à des projets qui responsabilisent et favorisent l'épanouissement.

Enfant, adolescent, personne âgée, l'animateur est amené à travailler avec différentes assistances.

Il cherche à installer une dynamique de groupe et repère les besoins et les tensions puis propose des animations adaptés aux personnes et au contexte.

Son travail s'effectue souvent au sein d'une équipe encadré par un responsable d'animation et en lien avec des partenaires extérieures (associations, services municipaux, éducateurs)

Qualités requises : goût du contact, sens de l'organisation et des responsabilités. Créatif et compétences artistiques, culturelles ou sportives attendues

- du développement de la citoyenneté...

Formations :

De niveau Bac +2 : DEJEPS (Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport)

De niveau bac +3 : DESJEPS (Diplôme d'Etat Supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport)

2-2 Conseiller d'insertion et de probation - Ministère de la justice

- *Accès* (sous réserve de modification à venir dans les prochains mois)

Concours externe accessible après un bac+2, après réussite au concours, formation rémunérée (environ 1500€ net par mois) de 2 ans. La formation se déroule à l'Ecole nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) à Agen et comprend également des stages sur le terrain. **En 2016, 76 postes** ouverts au concours externe et **50 places** en interne.

- *Missions* : prévenir la récidive, le conseiller intervient auprès de personnes confiées par l'autorité judiciaire en milieu carcéral ou à l'extérieur (dans le cadre d'un mandat judiciaire) , la prise en charge implique le contrôle du respect des obligations imposées dans le jugement afin de prévenir la récidive.

Le conseiller peut être amené à proposer des mesures d'aménagement de la peine au juge, il a également pour mission la préparation à la sortie de prison, et de favoriser l'accès à la culture des personnes incarcérées.

A l'extérieur de la prison : en milieu ouvert, il intervient à la demande du juge soit en menant une enquête sociale, ou en suivant des personnes mises à l'épreuve ou interdites de séjour ou encore exécutant un travail d'intérêt général. Le suivi des détenus portant un bracelet électronique est aussi assuré par le conseiller d'insertion et de probation.

- *Compétences* : connaissance dans les domaines juridiques (acquises à l'ENAP).

Grand sens de l'écoute, capacité à mener des entretiens.

Sens de l'initiative, du travail en équipe et esprit de synthèse.

- *Evolution de carrière* : sous réserve de modification du statut des personnels, intégrer le corps des chefs de service d'insertion et de probation, puis celui des directeurs de service, par promotion ou concours internes.

2-3 Educateur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse - Ministère de la justice

- *Accès* : Concours externe accessible après un bac+2, après réussite au concours la formation est de 2 ans, elle comprend des cours et des conférences à l'Ecole nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENP JJ) à Roubaix et des stages pratiques au sein de différents services de la PJJ. Cette formation est rémunérée.

- *Missions* : Il conduit des missions d'investigation auprès de mineurs délinquants ou en danger, il apporte au magistrat des éléments d'information lui permettant d'adapter sa décision. Il conduit des actions d'éducation et d'insertion auprès de mineurs délinquants en milieu ouvert, en hébergement ou en détention, il assure le suivi du mineur au quotidien. Il contribue au projet individuel pour chacun des jeunes en adéquation avec les autres intervenants professionnels, en milieu scolaire et/ou professionnel. Il associe les parents à l'action éducative menée pour leur enfant, et favorise la reconstitution des liens entre le jeune, sa famille et la société.

- *Compétences et aptitudes* : Pédagogue et à l'écoute, être ferme et humain, il représente un repère stable et permanent pour le jeune en difficulté. Capacités rédactionnelles, il rend compte par écrit aux magistrats. Faire preuve d'organisation beaucoup de travail sur le terrain, et aimer le travail en équipe.

- *Evolution de carrière* : en début de carrière la rémunération varie de 1512 € à 1829 €, par promotion ou concours internes possibilité d'accéder au corps de catégorie A : chef de service éducatif, et directeur des services.

2-4 Educateur de jeunes enfants

- *Accès* : être titulaire du diplôme d'état d'éducateur de jeunes enfants (DEEJE). Ce diplôme spécialisé est préparé dans l'un des 38 centres de formation, en Bretagne : à l'AFPE : École Régionale de formations aux Professions Educatives et Sociales - centre Emmanuel Mounier - Campus Ker Lann à BRUZ.

L'accès à la formation est sélectif : tests de culture générale et entretien avec un jury, la formation dure 3 ans. Il existe des possibilités d'allègement de la durée de la formation, par exemple d'1/3 pour les candidats titulaires d'un BAC+2.

- *Missions* : intervient auprès des enfants âgés de moins de 7 ans, en assurant un rôle crucial pour l'éveil et la socialisation. Il favorise leur épanouissement à travers des activités qui stimulent leurs potentialités intellectuelles, affectives et artistiques, il leur apprend également à communiquer et à vivre en collectivité.

- *Lieux d'activité* : on dénombre environ 20 000 éducateurs de jeunes enfants, dont la moitié exercent dans des crèches ou autres structures d'accueil de la petite enfance (jardins d'enfants, haltes garderies).

Ils trouvent aussi leur place dans les hôpitaux, les établissements spécialisés pour enfants handicapés ou rencontrant des difficultés sociales, ainsi que dans des ludothèques, des bibliothèques et des centres de loisir.

Les salaires de pour un débutant varient en fonction de l'employeur, pour les collectivités locales le recrutement se fait sur postes de catégorie B (technicien) de la fonction publique territoriale.

- *Compétences, aptitudes* : aimer les enfants, patience, résistance nerveuse, imagination et créativité. Mais aussi : aptitude au travail en équipe, sens de l'écoute et du dialogue avec les parents.

2-5 Educateur spécialisé/Educateur technique spécialisé

- *Accès* : Après le BAC, épreuve écrite d'admissibilité puis et entretiens pour l'oral d'admission. La formation dure 3 ans, à Rennes elle peut se faire à l'AFPE (Bruz) ou à l'IRTS. A l'IRTS, les personnes titulaires d'un diplôme de niveau III dans le secteur paramédical et social sont dispensées de l'épreuve d'admissibilité : ils s'inscrivent directement à la phase 2 d'admission. (À vérifier pour l'AFPE). Elle est validée par le DEES (diplôme d'état).

L'éducateur technique spécialisé prépare le DEEST, la formation est également de 3 ans en plus du BAC il faut être titulaire d'une attestation de formation de moniteur d'atelier.

- *Missions* : L'Educateur Spécialisé intervient auprès d'individus, de groupes (de l'enfant à l'adulte), présentant des déficiences physiques ou mentales, des troubles du comportement, des incapacités et qui éprouvent des difficultés d'apprentissage, de socialisation, d'autonomie, d'adaptation et d'insertion/intégration sociale. Il intervient également en apportant aide et soutien aux familles en difficultés.

L'éducateur technique spécialisé est à la fois éducateur et spécialiste d'une technique professionnelle qu'il transmet aux personnes dont il a la charge. Il est ainsi spécialiste de l'adaptation ou de la réadaptation professionnelle des handicapés jeunes ou adultes, d'une façon générale des personnes qui rencontrent de grandes difficultés d'insertion professionnelle. Son action vise à favoriser l'autonomie, la réinsertion ou l'intégration dans le monde du travail.

- *Compétences et aptitudes* : Ce métier requiert une grande attention aux problèmes sociaux et humains, une capacité à travailler en équipe, de la créativité, le sens des responsabilités et un engagement personnel pour exercer dans toutes les structures ou services (milieu institutionnel ou milieu ouvert).

- *Evolution de carrière* : Les salaires et les carrières sont déterminés par des conventions collectives dans le secteur associatif et par des textes réglementaires pour les salariés du secteur public. Dans le cadre de la convention collective de l'enfance inadaptée, le salaire brut va de 1 500 Euros à 2 600 Euros en fin de carrière. Le marché de l'emploi demeure favorable. Les éducateurs sont, pour leur majorité employés par le secteur associatif, les collectivités locales (services sociaux). Chaque année, 2 200 postes se dégagent sur toute la France, l'offre varie selon les régions.

2-6 Les métiers « du grand âge »

Contexte :

Le vieillissement de la population

Préserver l'autonomie des personnes par le développement des métiers d'accompagnements et de soins.

Réformes sur la prise en charge de la dépendance :

Le plan vieillissement et solidarités

Le Plan de cohésion sociale

Le Plan de service à la personne

On n'identifie pas de nouveaux métiers si ce n'est celui de l'aide à domicile mais un élargissement de compétences pour certains métiers en lien avec le social ou la santé.

2 grandes familles de métiers :

- **Les métiers du travail social** : aider et accompagner

L'animateur, l'assistant de service social, l'aide à domicile, le technicien d'intervention sociale et familiale, conseiller en économie sociale et familiale

- **Les métiers de la santé** : accompagner, soigner et prévenir

Hôpital, maison de retraite, à domicile

Métiers de la santé : Directeur des soins, aide-soignant, infirmier, gériatre, diététicien, ergothérapeute, masseur kiné... **directeur d'établissement sanitaire et social.**

Métiers du mieux-être : **socio-esthéticien**, coiffeur, **éducateur sportif**, cuisinier, responsable lingère, domoticien ...

3 - Les métiers du Développement local

3-1 Agent de développement local

Agent de développement local ou territorial, agent de développement social, chargé de développement de quartier / Fonction publique territoriale

Accès : Concours externe de niveau Bac+3/5 (Catégorie A, B) en fonction du cadre d'emploi : attaché territorial, rédacteur territorial ou animateur territorial.

Les concours pour travailler dans ce secteur peuvent être ouverts dans 2 filières : administrative ou animation. Pour répondre à des besoins spécifiques, des recrutements sont possibles en CDD, sous condition de diplôme, sans avoir obtenu le concours, pour cela il faut déposer un dossier de candidature auprès d'un Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale. Profils recherchés : diplômé BAC +3/5 universitaire, animateur, éducateur, spécialiste de l'aménagement, de la médiation sociale.

Missions : Favorise l'émergence et l'accompagnement des projets locaux dans le cadre des dispositifs de développement des territoires. Coordonne et anime le réseau des acteurs locaux.

Assure un rôle d'assistance et conseil auprès des élus et des comités techniques. Coordonne et accompagne des projets de développement. Dresse un bilan et évalue les projets. Développe et anime des partenariats. Favorise la relation à la population.

Compétences et aptitudes : Savoir analyser la pertinence des projets au regard des schémas et des axes d'intervention définis par la collectivité. Définir une stratégie et les modalités d'accompagnement du projet. Mobiliser et animer les partenariats autour du projet. Animer des groupes de travail techniques et des réseaux professionnels. Concevoir et développer des supports de communication à l'intention des habitants

Lieux d'exercice : Structure intercommunale, commune, département. Poste rattaché à la direction du développement, ou à une direction d'unité territoriale, ou encore au service cohésion sociale et territoriale.

Evolution de carrière : par concours internes pour accéder à un grade supérieur, possibilité de postuler dans d'autres collectivités au même statut mais sur des missions différentes.

3-2 Chef de projet territorial

Chef de projet en développement local, chargé de mission développement des territoires, coordonnateur prévention de la délinquance et sécurité chargé de mission cohésion sociale et territoriale/Fonction publique territoriale.

Accès : concours externe d'attaché ou ingénieur territorial, catégorie A (BAC+3/5). Filière administrative ou technique. Pour répondre à des besoins spécifiques, des recrutements sont possibles en CDD, sous condition de diplôme, sans avoir obtenu le concours, pour cela il faut déposer un dossier de candidature auprès d'un Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale. Profils recherchés : master en développement local ou social, aménagement, sociologie, urbanisme, administration économique et sociale, économie, droit, politiques publiques ou diplôme d'IEP.

Missions : Met en oeuvre les orientations stratégiques de la collectivité en matière de développement et de redynamisation d'un territoire. Sur un mode partenarial et selon plusieurs thématiques d'interventions possibles, assure le pilotage et la contractualisation des projets. Coordonne et anime une équipe d'agents de développement.

Porte assistance et conseil auprès des élus et des comités de pilotage. Pilote et anime des programmes d'intervention de la collectivité. Met en oeuvre des outils de suivi, d'observation et d'évaluation des dispositifs. Développe et anime la contractualisation, des partenariats et des réseaux professionnels. Organise et anime la relation avec la population.

Compétences et aptitudes : Savoir : établir un état des lieux des dispositifs et acteurs développement territorial, traduire les orientations politiques en plans d'action. Proposer les modalités de mise en oeuvre des projets locaux et des programmes d'action. Communiquer sur les finalités et enjeux des programmes d'intervention de la collectivité.

Lieux d'exercice : Structure intercommunale, commune, région, département
Peut être exercé dans des établissements publics (syndicats mixtes de pays, parcs naturels régionaux)

En fonction de la taille de la collectivité, rattachée à la direction du développement, de l'aménagement, du développement durable.

Evolution de carrière : par concours internes pour accéder à un grade supérieur, possibilité de postuler dans d'autres collectivités au même statut mais sur des missions différentes.

3-3 Référent en insertion professionnelle

Chargé de projet emploi, conseiller emploi insertion / Fonction publique territoriale.

Accès : Concours externe, d'attaché territorial, de conseiller territorial socio-éducatif, de rédacteur territorial, d'assistants territorial socio-éducatif., niveau Bac+3/5 (Catégorie A, B). Pour répondre à des besoins spécifiques, des recrutements sont possibles en CDD, sous condition de diplôme sans avoir obtenu le concours, pour cela il faut déposer un dossier de candidature auprès d'un Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale. Profils recherchés : licence AES parcours ressources humaines, travail et emploi. Licence professionnelle métiers de la formation, de l'insertion professionnelle et de l'accompagnement. Master social, psychologie, économie, droit, intervention sociale et ingénierie des programmes d'insertion.

Missions : Accueil, information et orientation des publics en insertion. Evaluation des situations individuelles. Elaboration et accompagnement du parcours individualisé d'insertion professionnelle. Développement et animation de la relation entre l'utilisateur et les acteurs sociaux et économiques. Participation à la définition et la mise en oeuvre d'une politique d'insertion professionnelle.

Compétences et aptitudes : Connaissance de la législation et réglementation relatives aux dispositifs d'insertion, de formation, d'emploi, de santé, de logement, des acteurs socio-économiques et opérateurs des dispositifs d'emploi et d'insertion. Identifier les caractéristiques sociodémographiques, sociologiques, culturelles des publics cibles. Maîtriser les techniques d'entretien d'aide à la personne et d'écoute active. Adaptabilité aux usagers et aux situations ; risques forts de tensions, nécessité d'un comportement adapté aux situations.

Lieux d'exercice : Département, structure intercommunale, commune, région rattachement possible à un centre communal d'action sociale (CCAS), à une unité d'action territoriale (département), à une maison départementale des personnes handicapées (MDPH)
Selon la collectivité, rattachée à la direction du développement économique, de l'emploi, de l'action sociale, de l'insertion, service du PLIE.

Evolution de carrière : par concours internes pour accéder à un grade supérieur, possibilité de postuler dans d'autres collectivités au même statut mais sur des missions différentes.

3-4 Directeur du développement territorial

Développeur économique, Responsable du développement territorial, Responsable de l'aménagement du territoire et du développement économique, Responsable de l'action territoriale / Fonction publique territoriale

Accès : Concours externe d'administrateur territorial, d'attaché territorial, d'ingénieur territorial. Catégorie : A. Niveau BAC+4/5. Filières : Administrative, Technique
Pour répondre à des besoins spécifiques, des recrutements sont possibles en CDD, sous condition de diplôme, sans avoir obtenu le concours, pour cela il faut déposer un dossier de candidature auprès d'un Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale. Profils recherchés : master en développement économique local, économie, AES, aménagement, diplôme d'IEP, d'école de commerce.

Missions : A la croisée de l'économique et du social, il est là pour dynamiser un territoire. Sur un mode partenarial, pilote la mise en oeuvre de la politique et des orientations stratégiques de la collectivité en matière de développement territorial et économique. Organise les moyens, coordonne et anime les dispositifs en faveur du développement territorial et économique. Porte assistance et conseil auprès des élus et des instances décisionnelles

Met en oeuvre des orientations de la collectivité en matière d'observation, de planification et de concertation. Organise et supervise des dispositifs et des projets de la collectivité
Développe et anime des relations partenariales et des réseaux professionnels.
Management/encadrement de la direction, du service ou de l'équipe

Compétences et aptitudes : Sait traduire les orientations politiques au sein d'un projet de territoire en plans d'actions et/ou projets. Elabore des scénarios prospectifs et repère les facteurs (politiques, juridiques, techniques, économiques, démographiques) d'évolution. Elabore des argumentaires croisant des éléments financiers, techniques, humains, etc. Appréhende les évolutions sociales, économiques et politiques du territoire. Connaît le cadre réglementaire du fonctionnement des collectivités et des établissements publics.

Lieux d'exercice : Région, structure intercommunale, département, commune. Rattaché à la direction générale.

Evolution de carrière : par concours internes pour accéder à un grade supérieur, possibilité de postuler dans d'autres collectivités au même statut mais sur des missions différentes.

4 - Les métiers de l'humanitaire

Le secteur de la solidarité internationale séduit mais les ONG cherchent des professionnels très expérimentés. Il faut donc avoir exercé son métier quelque temps avant d'envoyer sa candidature.

Les profils les plus recherchés sont les professionnels de la santé, les agronomes, les ingénieurs et techniciens en traitement de l'eau et en BTP, sans compter les postes spécifiques : logisticiens, administrateurs, chefs de mission ou collecteur de fonds sur le terrain ou au siège.

Les candidatures sont souvent supérieures aux besoins et les critères de recrutement restent très stricts. Il est donc nécessaire pour votre profil de le compléter par une formation spécifique.

▪ 4-1 Les métiers de la gestion et de la logistique

Administrateur de mission
Chef de mission
Logisticien
Spécialiste du micro-crédit

▪ 4-2 Les métiers du développement rural et urbain

Diversification des cultures, soutien d'initiatives locales de développement, assainissement des quartiers.

Il existe quelques postes spécialisés dans le développement local souvent confiés à des jeunes volontaires prêts à s'adapter à d'autres schémas culturels.

Ces recrutements se font souvent sous le statut de VSI (Volontaire de la solidarité internationale)

- *Développeur rural*

- *Développeur urbain*

Il mène des actions dans le domaine de la santé, de l'aménagement du territoire, de l'enseignement... Son objectif est notamment de former les habitants de la région où il intervient pour que les structures scolaires, médicales et agricoles mises en place puissent fonctionner à long terme

Salaire brut mensuel débutant : 900 à 1500 euros

Formation : diplôme d'ingénieur, master en partenariat avec le GEmdev (Groupement d'intérêt sc. Pour l'étude de la mondialisation et le développement.- www.gemdev.org)

▪ 4-3 Les métiers au siège de l'ONG

Chargé de suivi des programmes
Collecteur de fonds
Responsable technique
Délégué général, secrétaire général, directeur
Responsable de la communication
Responsable des ressources humaines
Juriste

<http://www.ongconseil.com/fr/les-associations.html>

▪ Zoom sur le Volontariat international

Le Volontariat international permet de vous engager de 1 à 24 mois dans une mission au service de la collectivité et de l'intérêt général en Europe et partout dans le monde. Les secteurs d'actions sont variés : lutte contre l'exclusion et la faim, action humanitaire, défense de l'environnement, protection, éducation...

Il existe plusieurs formules. Les plus connues sont le **volontariat de solidarité internationale (VSI)**, le **volontariat international en entreprise (VIE)** ou le **service volontaire européen (SVE)**. Mais il y a aussi le volontariat international en administration (VIA), et dans une moindre mesure, le volontariat civil à l'aide technique (VCAT)

Les dispositifs en lien avec votre formation :

Le VSI

Il permet de s'engager dans des actions de solidarité en Afrique, Amérique Latine, Asie, Europe de l'Est pour des missions de santé d'enseignement, de formation de développement rural ou urbain. Il vise 26 associations agréées par le ministère des affaires étrangères et qui oeuvrent dans tous les domaines de développement ou d'urgence humanitaire.

Le contrat dure 2 ans maxi (renouvelable jusqu'à 6 ans), vous bénéficiez d'une indemnité minimum de 100 euros par mois (le maximum étant fixé par chaque pays) de la couverture sociale, des frais de voyage...

Conditions : avoir plus de 18 ans

Voir le site du Comité de liaison des ONG du volontariat : www.clong-volontariat.org

Voir aussi le site du ministère des Affaires étrangères : www.diplomatie.gouv.fr

Le VIA

S'adresse à des jeunes désirant participer à l'action de la France dans le monde en matière d'action culturelle, de protection de l'environnement, de développement technique, scientifique et économique et d'action humanitaire. Il permet de travailler en ambassade, consulat, service de coopération et d'action culturelle ou dans une mission économique française à l'étranger. Il dure de 6 à 24 mois. Le volontaire bénéficie d'une indemnité très intéressante (1100 à 3000 euros selon le pays) ainsi que la prise en charge des frais d'installation et de voyage).

Conditions : Avoir de 18 à 28 ans et être diplômé (75% ont un bac +5) Il entre dans le cadre du service civil volontaire (SCV : il s'agit d'un cadre dans lequel les différents volontaires peuvent s'inscrire : <http://www.service-civique.gouv.fr/>

Voir le site du Centre d'info sur le volontariat international :

<http://www.servicevolontaire.org/>

La césure : La période de « césure » permet à un étudiant inscrit administrativement dans une formation d'enseignement supérieur d'interrompre temporairement son cursus de formation afin d'acquérir une expérience personnelle, professionnelle, en France ou à l'étranger. Cette période de césure contribue à la maturation des choix d'orientation, au développement personnel, à l'acquisition de compétences nouvelles.

En savoir plus <https://www.univ-rennes1.fr/cesure>

WEBOGRAPHIE

- *Sites généraux sur les métiers et les formations*

<http://www.onisep.fr/>

<http://www.cidj.com/>

- *Ministères et concours*

<http://www.cnfpt.fr>

<http://www.fncdg.com/>: ces 2 sites proposent une bourse d'emplois en ligne.

<http://www.paris.fr/>: rubrique Concours de la Ville de Paris

<http://www.social-sante.gouv.fr/> : Consulter l'espace dédié au travail social

<http://www.sports.gouv.fr/>: consulter la rubrique Emploi-Formation

<http://www.justice.gouv.fr/> : Protection de la Judiciaire de la Jeunesse

<http://www.metiers.santesolidarites.gouv.fr> : portail des métiers de la santé et du social

- *Sites professionnels*

<http://www.lesocial.fr/> : portail du social en France

www.travail-social.com/spip.php?rubrique4

Portail du travail social présentant une sélection de liens vers des sites concernant différents thèmes dont l'action sociale, les administrations, l'assistance éducative, le développement social et urbain, les droits de l'homme, l'immigration...

<http://www.pratiquesdanims.com/> : site de l'animation socioculturelle

www.uniformation.fr : Opca de l'économie sociale

www.aforts.com Site des centres de formation en travail social

www.ash.tm.fr métiers du social, fiches métiers

<http://repere-eje.fr/archives-site-passerelles-eje/> Passerelles EJE. Site privé

www.anas.travail-social.com : Association nationale des assistants sociaux

<http://www.ekopolis.fr/ressources/le-portail-du-developpement-territorial> : Portail du développement territorial

<http://www.reseaurural.fr/category/%C3%A9diteur/union-nationale-des-acteurs-et-des-structures-du-d%C3%A9veloppement-local-unadel> : L'Union Nationale des Acteurs et des structures de Développement Local

<http://www.collectif-asah.org/accueil> : Portail de l'action humanitaire proposant un annuaire des ONG classées par pays d'intervention, des offres d'emploi et de volontariat.

BIBLIOGRAPHIE

- **Les métiers du social**/Onisep. - Marne-La-Vallée : Ed. Onisep, 103 p. - 25 mai 2015 (Parcours)
- **Travailler auprès des enfants** /Onisep. - Marne-La-Vallée : Ed. Onisep, 114 p. - Avril 2015 - 152 pages (Parcours)
- **Les métiers de l'humanitaire**/Onisep. - Marne-La-Vallée : Ed. Onisep, p. - _ novembre 2012 - (Parcours)
- **Guide des professions sociales : concours d'entrée, formations, diplômes** / Françoise Thiebault-Roger. – Paris : Ed. Vuibert, 2002. – 255 p.
- **Le métier de conseiller (ère) en économie sociale familiale**/ F. Aballéa, F. Brunet, Pauline Kertudo. – Paris : Ed. La Découverte, 2011. – 193 p.
- **Le métier d'éducateur de la PJJ**/Véronique Freund. – Paris : Ed. La Découverte, 2007. – 188 p. – (Alternatives sociales)
- **Les métiers du social**/ C. Bourgeois, P. Fitzner, S. Fossex. – Levallois-Perret : Ed. Studyrama (Guides J, n° 236). – avril 2015.
- **Les carrières sociales**/ G. Blanchout-Busson. – Paris : Ed. L'Etudiant, 2008. – n° 547.- 293 p.
- **Les métiers du grand âge** / G. Dudouet, E. Pierre. - Levallois-Perret : Ed. Studyrama (Guides J). – 2011.
- « Les métiers du social », in *Fiche Actuel CIDJ* n° 2.76, Paris : Ed. CIDJ, juin 2015. - 22 p.
- « Les métiers du social », in *Fiche Réseau Information Jeunesse Bretagne*, Rennes : CRIJ Bretagne, n° 2.76, juillet 2015. – 7 p.
- « Les métiers de l'humanitaire » », in *Fiche Centre Information Documentation Jeunesse CIDJ*, n° 2.09.février 2015. - 15 p.
- « Les métiers de l'animation » », in *Fiche Centre Information Documentation Jeunesse CIDJ*, n° 2.49 décembre 2015. - 3 p.
- « Le volontariat international en Bretagne » *Fiche Réseau Information Jeunesse Bretagne* - 8.26, novembre 2015 – 8 p.
- « Le volontariat international» », in *Fiche Centre Information Documentation Jeunesse CIDJ*, n° 8.26. décembre 2015. - 8 p.
- « Les métiers de l'aide à la personne », in *Fiche Réseau Information Jeunesse Bretagne*, n° 2.765. Rennes : CRIJ Bretagne, 5 p.